

« LE REGISTRE NATIONAL DES EXPERTS LOI DU 10 AVRIL 2014 »

VAN RYMENANT  VINCENT

Avocats - Advocaten

INTRODUCTION

L'expertise constitue une **mesure dite « avant dire droit »**;

VAN RYMENANT  VINCENT

Avocats - Advocaten

INTRODUCTION

L'expertise constitue une **mesure dite « avant dire droit »**;

L'expertise est un mode de preuve;

VAN RYMENANT  VINCENT

Avocats - Advocaten

INTRODUCTION

L'expertise constitue une **mesure dite « avant dire droit »**;

L'expertise est un mode de preuve;

L'expertise est un mode de preuve particulier

- L'avis de l'expert ne lie ni le juge ni les parties

- **Article 962 CJ** : *« le juge peut, en vue de la solution d'un litige porté devant lui ou en cas de menace objective et actuelle d'un litige, charger des experts de procéder à des constatations ou de donner un avis d'ordre technique.*

Il n'est point tenu de suivre l'avis des experts si sa conviction s'y oppose ».

La réforme de 2007

Lois « Pot pourri » d'application aux expertises judiciaires ordonnées à partir du 1^{er} septembre 2007.

Objectif: améliorer l'efficacité de l'expertise tout en accélérant son déroulement, en créant un cadre plus strict au déroulement de la procédure d'expertise.

La loi du 10 avril 2014

L'expert n'est pas un mandataire de justice.

C'est un auxiliaire de justice

Définition selon la cour de cassation:

« une personne qualifiée en raison de ses connaissances qui, sans être son mandataire, est désignée par le juge pour lui donner en toute indépendance et impartialité un avis d'ordre technique en vue de l'exercice de la mission dont le juge l'a saisi. »

La loi du 10 avril 2014

Art. 991ter. Sauf l'exception prévue à l'article 991decies, seules les personnes qui, sur décision du ministre de la Justice, ont été inscrites au registre national des experts judiciaires sont autorisées à porter le titre d'expert judiciaire et peuvent accepter et accomplir des missions en tant qu'expert judiciaire.

La loi du 10 avril 2014

Art. 991quater. Sont inscrites au registre national des experts judiciaires,

La loi du 10 avril 2014

Art. 991quater. Sont inscrites au registre national des experts judiciaires,

Seules **les personnes physiques** peuvent s'inscrire au registre national

La loi du 10 avril 2014

Art. 991quater. Sont inscrites au registre national des experts judiciaires,

Seules **les personnes physiques** peuvent s'inscrire au registre national

1° qui justifie **d'une expérience pertinente d'au moins cinq ans au cours des huit années précédant la demande d'enregistrement** dans le domaine d'expertise et de spécialisation dans lequel elles se font enregistrer en qualité d'expert judiciaire;

La loi du 10 avril 2014

Art. 991quater. Sont inscrites au registre national des experts judiciaires,

Seules **les personnes physiques** peuvent s'inscrire au registre national

1° qui justifient **d'une expérience pertinente d'au moins cinq ans au cours des huit années précédant la demande d'enregistrement** dans le domaine d'expertise et de spécialisation dans lequel elles se font enregistrer en qualité d'expert judiciaire;

2° **sont ressortissantes d'un Etat membre de l'Union européenne ou y résident légalement;**

La loi du 10 avril 2014

Art. 991quater Sont inscrites au registre national des experts judiciaires,

Seules **les personnes physiques** peuvent s'inscrire au registre national

(...)

3° **présentent un extrait du casier judiciaire** visé à l'article 595 du Code d'instruction criminelle, délivré par l'administration communale de leur domicile ou de leur résidence et datant **de moins de trois mois**; les personnes qui ne disposent pas d'un domicile ou d'une résidence en Belgique présentent un document similaire de l'Etat membre de l'Union européenne où elles ont leur domicile ou résidence;

VAN RYMENANT & VINCENT

Avocats - Advocaten

La loi du 10 avril 2014

Art. 991quater Sont inscrites au registre national des experts judiciaires,

Seules **les personnes physiques** peuvent s'inscrire au registre national (...)

4° n'ont pas été condamnées, même avec sursis, à une quelconque peine correctionnelle ou criminelle consistant en une amende, une peine de travail ou une peine de prison, à l'exception des condamnations pour infraction à la réglementation relative à la police de la circulation routière et des condamnations dont le ministre de la Justice estime qu'elles ne font pas manifestement obstacle à la réalisation d'expertises dans le domaine d'expertise et de spécialisation dans lequel elles se font enregistrer en qualité d'expert judiciaire. Cette disposition s'applique par analogie aux personnes qui ont été condamnées à l'étranger à une peine de même nature par un jugement coulé en force de chose jugée;

VAN RYMENANT & VINCENT

Avocats - Advocaten

La loi du 10 avril 2014

Art. 991quater Sont inscrites au registre national des experts judiciaires,

Seules **les personnes physiques** peuvent s'inscrire au registre national

(...)

5° déclarent par écrit devant le ministre de la Justice qu'elles se tiennent à la disposition des autorités judiciaires, qui peuvent faire appel à leurs services;

La loi du 10 avril 2014

Art. 991quater Sont inscrites au registre national des experts judiciaires,

Seules **les personnes physiques** peuvent s'inscrire au registre national

(...)

5° déclarent par écrit devant le ministre de la Justice qu'elles se tiennent à la disposition des autorités judiciaires, qui peuvent faire appel à leurs services;

6° fournissent la preuve qu'elles disposent de l'aptitude professionnelle et des connaissances juridiques requises;

La loi du 10 avril 2014

Art. 991octies La preuve visée à l'article 991quater, 6°, est fournie en présentant au ministre de la Justice :

1° en ce qui concerne l'aptitude professionnelle, **un diplôme obtenu dans le domaine d'expertise dans lequel le candidat se fait enregistrer en qualité d'expert judiciaire et un justificatif prouvant ses cinq ans d'expérience pertinente au cours des huit années précédant la demande d'enregistrement;**

La loi du 10 avril 2014

Art. 991octies La preuve visée à l'article 991quater, 6°, est fournie en présentant au ministre de la Justice :

1° en ce qui concerne l'aptitude professionnelle, **un diplôme obtenu dans le domaine d'expertise dans lequel le candidat se fait enregistrer en qualité d'expert judiciaire et un justificatif prouvant ses cinq ans d'expérience pertinente au cours des huit années précédant la demande d'enregistrement;**

2° en ce qui concerne les connaissances juridiques, **une attestation de ces connaissances délivrée par un établissement agréé par le Roi.**

A.R. FORMATION



Les informations qui suivent sont issues de la lecture d'un projet d'AR. Le contenu de l'AR définitif est susceptible d'être différent

7 modules de chacun 6 heures minimum.

VAN RYMENANT & VINCENT

Avocats - Advocaten

A.R. FORMATION



Les informations qui suivent sont issues de la lecture d'un projet d'AR. Le contenu de l'AR définitif est susceptible d'être différent

7 modules de chacun 6 heures minimum:

1. L'organisation judiciaire, les principes généraux du droit civil, la charge de la preuve en affaires civiles.
2. L'organisation judiciaire, les principes généraux du droit pénal, la charge de la preuve et l'enquête policière en affaires criminelles.
3. Les différences entre l'expertise amiable et l'expertise judiciaire, l'arbitrage et la médiation.
4. Décision de nomination, le cours de l'expertise et le contenu du rapport en affaires civiles
5. Décision de nomination, le cours de l'enquête et le contenu du rapport en affaires criminelles.
6. Les honoraires et frais, la responsabilité et l'assurance.
7. Le registre national des experts judiciaires et la déontologie.

VAN RYMENANT & VINCENT

Avocats - Advocaten

La loi du 10 avril 2014

Art. 991quater Sont inscrites au registre national des experts judiciaires,

Seules **les personnes physiques** peuvent s'inscrire au registre national

(...)

7° déclarent par écrit devant le ministre de la Justice qu'elles adhèrent au **code de déontologie** établi par le Roi, lequel code prévoit au moins les principes d'indépendance et d'impartialité;

A.R. DÉONTOLOGIE



Les informations qui suivent sont issues de la lecture d'un projet d'AR. Le contenu de l'AR définitif est susceptible d'être différent

L'article 8

L'expert est tenu d'informer les parties du mode de calcul de ses frais et honoraires au début de ses travaux

VAN RYMENANT & VINCENT

Avocats - Advocaten

A.R. DÉONTOLOGIE



Les informations qui suivent sont issues de la lecture d'un projet d'AR. Le contenu de l'AR définitif est susceptible d'être différent

L'article 8

L'expert est tenu d'informer les parties du mode de calcul de ses frais et honoraires au début de ses travaux

L'article 9

Lorsqu'il fait usage de son titre d'expert judiciaire, l'expert mentionne son numéro d'identification inscrit au registre national. Il usera de son titre avec discrétion et il ne peut pas en faire état pour prospecter sa clientèle.

VAN RYMENANT & VINCENT

Avocats - Advocaten

A.R. DÉONTOLOGIE



Les informations qui suivent sont issues de la lecture d'un projet d'AR. Le contenu de l'AR définitif est susceptible d'être différent

L'article 8

L'expert est tenu d'informer les parties du mode de calcul de ses frais et honoraires au début de ses travaux

L'article 9

Lorsqu'il fait usage de son titre d'expert judiciaire, l'expert mentionne son numéro d'identification inscrit au registre national. Il usera de son titre avec discrétion et il ne peut pas en faire état pour prospecter sa clientèle.

L'article 10

Cet article est consacré à l'intervention de l'expert judiciaire en qualité de conseiller technique.

Le principe : il est interdit à l'expert d'intervenir en tant que conseiller technique d'une des parties dans une expertise en matière civile.

L'exception : l'expert peut accepter une mission extrajudiciaire et notamment rédiger un rapport unilatéral pour une partie que si sa désignation en tant que conseiller technique est préalable à une expertise judiciaire, une médiation, un arbitrage ou une expertise contradictoire à l'amiable.

Si l'expert a été désigné comme conseiller technique AVANT la désignation d'un expert judiciaire il pourra continuer à assister son client durant la procédure.

A.R. DÉONTOLOGIE



Les informations qui suivent sont issues de la lecture d'un projet d'AR. Le contenu de l'AR définitif est susceptible d'être différent

L'article 8

L'expert est tenu d'informer les parties du mode de calcul de ses frais et honoraires au début de ses travaux

L'article 9

Lorsqu'il fait usage de son titre d'expert judiciaire, l'expert mentionne son numéro d'identification inscrit au registre national. Il usera de son titre avec discrétion et il ne peut pas en faire état pour prospecter sa clientèle.

L'article 10

Cet article est consacré à l'intervention de l'expert judiciaire en qualité de conseiller technique.

Le principe : il est interdit à l'expert d'intervenir en tant que conseiller technique d'une des parties dans une expertise en matière civile.

L'exception : l'expert peut accepter une mission extrajudiciaire et notamment rédiger un rapport unilatéral pour une partie que si sa désignation en tant que conseiller technique est préalable à une expertise judiciaire, une médiation, un arbitrage ou une expertise contradictoire à l'amiable.

Si l'expert a été désigné comme conseiller technique AVANT la désignation d'un expert judiciaire il pourra continuer à assister son client durant la procédure.

L'article 12

L'expert est tenu de suivre une formation continue tant dans son domaine d'activités que sur le plan juridique. Il sera tenu d'informer le SPF justice des formations suivies.

A.R. DÉONTOLOGIE



Les informations qui suivent sont issues de la lecture d'un projet d'AR. Le contenu de l'AR définitif est susceptible d'être différent

L'article 8

L'expert est tenu d'informer les parties du mode de calcul de ses frais et honoraires au début de ses travaux

L'article 9

Lorsqu'il fait usage de son titre d'expert judiciaire, l'expert mentionne son numéro d'identification inscrit au registre national. Il usera de son titre avec discrétion et il ne peut pas en faire état pour prospecter sa clientèle.

L'article 10

Cet article est consacré à l'intervention de l'expert judiciaire en qualité de conseiller technique.

Le principe : il est interdit à l'expert d'intervenir en tant que conseiller technique d'une des parties dans une expertise en matière civile.

L'exception : l'expert peut accepter une mission extrajudiciaire et notamment rédiger un rapport unilatéral pour une partie que si sa désignation en tant que conseiller technique est préalable à une expertise judiciaire, une médiation, un arbitrage ou une expertise contradictoire à l'amiable.

Si l'expert a été désigné comme conseiller technique AVANT la désignation d'un expert judiciaire il pourra continuer à assister son client durant la procédure.

L'article 12

L'expert est tenu de suivre une formation continue tant dans son domaine d'activités que sur le plan juridique. Il sera tenu d'informer le SPF justice des formations suivies.

L'article 13

L'expert doit faire assurer la responsabilité civile.

La loi du 10 avril 2014

Art. 991quater Sont inscrites au registre national des experts judiciaires,

Seules **les personnes physiques** peuvent s'inscrire au registre national

(...)

8° ont prêté le serment prescrit à l'article 991novies, § 1er.

La loi du 10 avril 2014

Art. 991novies.^[1] § 1er. Le candidat qui remplit les conditions fixées à l'article 991quater, 1° à 7 °, prête le serment suivant **entre les mains du président de la cour d'appel** du ressort du **lieu où il exerce ses activités professionnelles** ou, dans le cas où il exerce ses activités professionnelles au sein d'une société, **entre les mains du juge du siège social ou du principal établissement de la société** :

"Je jure que je remplirai ma mission en honneur et conscience, avec exactitude et probité",
(...)

Ce serment vaut pour toutes les missions qui seront ensuite confiées à l'intéressé en sa qualité d'expert judiciaire.

La loi du 10 avril 2014

Art. 991quinquies § 1er. Le registre national des experts judiciaires est géré et mis régulièrement à jour par le ministre de la Justice.

§ 2. Le registre contient les données suivantes :

1° le nom, le prénom et le sexe de l'expert judiciaire;

2° les coordonnées permettant aux autorités judiciaires qui peuvent faire appel à ses services de le joindre;

3° l'expertise et la spécialisation pour lesquelles il est enregistré;

4° les arrondissements judiciaires dans lesquels il est disponible.

Ce registre peut être consulté librement sur le site web du Service public fédéral Justice.

La loi du 10 avril 2014

Art. 991sexies. Le ministre de la Justice délivre à l'expert judiciaire qui figure au registre national des experts judiciaires un numéro d'identification et une carte de légitimation, dont le modèle est fixé par arrêté royal.

Le numéro d'identification est repris dans le rapport final visé à l'article 978, § 1er.

En cas de perte du titre d'expert judiciaire ou de renonciation à ce titre, la carte de légitimation est restituée sans délai au ministre de la Justice et le numéro d'identification est radié du registre national des experts judiciaires

La loi du 10 avril 2014

Art. 991septies. § 1er. Lorsque des prestations manifestement inadéquates sont fournies de manière répétée ou que le comportement ou la conduite de l'expert judiciaire porte atteinte à la dignité de la fonction ou constitue un manquement à la déontologie visée à l'article 991quater, 7°, le ministre de la Justice peut, par une décision motivée, rayer temporairement ou définitivement son nom du registre national des experts judiciaires, sur proposition du président du tribunal de première instance du lieu où l'intéressé exerce ses activités professionnelles ou du procureur du Roi, et après avoir pris connaissance des observations de l'intéressé. La durée de la radiation temporaire est fixée par le ministre en fonction de la gravité du manquement, sans qu'elle puisse excéder une période d'un an.

§ 2. Si l'intéressé n'a pas de domicile ou résidence en Belgique, le ministre de la Justice peut décider de procéder à la radiation visée au § 1er sur proposition du premier président de la cour d'appel de Bruxelles ou du procureur du Roi, dans les mêmes cas et de la même manière que prévu au § 1er.

La loi du 10 avril 2014

Art. 991decies. Sans préjudice de l'article 991ter, l'autorité judiciaire qui confie la mission peut, par une décision motivée, désigner un expert qui n'est pas inscrit au registre national des experts judiciaires dans les cas mentionnés ci-après :

- en cas d'urgence;
- si aucun expert judiciaire ayant l'expertise et la spécialisation requises n'est disponible;
- si le registre national ne comporte aucun expert judiciaire disposant de l'expertise et de la spécialisation nécessaires au regard de la nature spécifique du litige.

L'expert visé à l'alinéa 1er porte le titre d'expert judiciaire uniquement pour la mission qui lui a été confiée. Il signe son rapport sous peine de nullité et fait précéder sa signature du serment suivant:

"Je jure avoir rempli ma mission en honneur et conscience, avec exactitude et probité"; (...)

Le cas échéant, cette procédure, les motifs et les nom et prénom de l'expert désigné sont actés dans la décision de désignation ou sur la feuille d'audience.

VAN RYMENANT & VINCENT

Avocats - Advocaten

La loi du 10 avril 2014

Art. 991undecies. Les experts judiciaires peuvent décider de ne pas accepter une mission.

Il n'y a plus d'obligation de motiver son refus.

Ici se termine l'analyse des articles insérés dans le Code judiciaire.

La loi du 10 avril 2014 contient cependant une disposition transitoire importante qui intéresse les experts qui sont actuellement désignés par les tribunaux.

La loi du 10 avril 2014

Disposition transitoire : article 28 de la loi du 10 avril 2014

Les experts qui travaillaient pour les autorités judiciaires avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi disposent d'un délai de 5 ans pour satisfaire aux conditions requises, délai compté à partir de l'entrée vigueur de la loi (1^{er} décembre 2016), soit pour le 30 novembre 2021.

En pratique



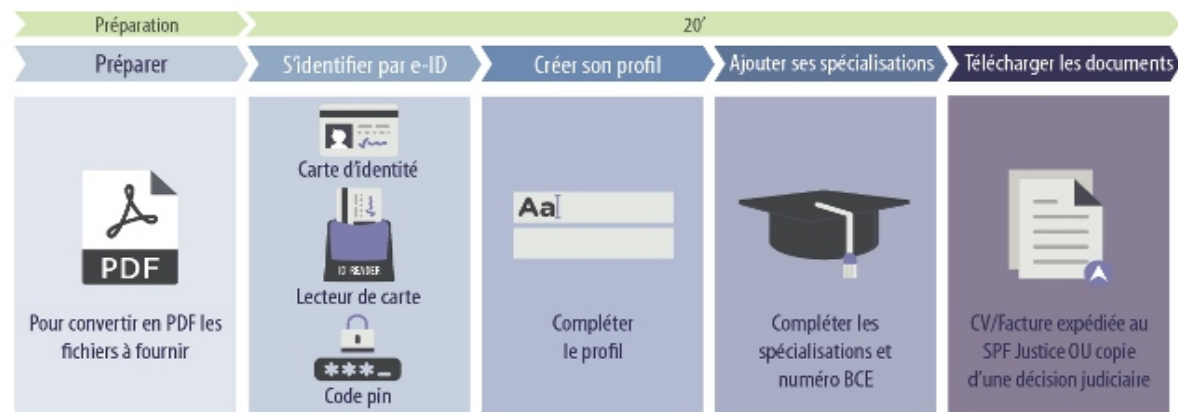
Repris du site SPF Justice

Comment s'enregistrer ?

Pour le registre provisoire (à partir du 25 novembre 2016)

Pour l'enregistrement dans le registre provisoire, chargez les documents suivants sur e-Deposit :

- votre curriculum vitae et ;
- une copie d'une décision judiciaire récente vous désignant comme traducteur, interprète ou expert judiciaire (jugements, ordonnances, réquisitions, etc.) ou une copie d'une facture expédiée au SPF Justice.



VAN RYMENANT & VINCENT

Avocats - Advocaten

En pratique



Repris du site SPF Justice

Comment s'enregistrer ?

Pour le registre définitif (à partir de mars 2017)

Pour l'enregistrement dans le registre définitif, chargez les documents suivants sur e-Deposit :

- votre curriculum vitae et ;
- un extrait de casier judiciaire délivré par votre administration communale et;
- un diplôme ou (si vous n'avez pas de diplôme) une attestation d'expérience pendant 15 ans et;
- un certificat de connaissances juridiques.

VAN RYMENANT & VINCENT

Avocats - Advocaten

En pratique

Pour toutes informations complémentaires je vous suggère de consulter le site de spf justice

http://justice.belgium.be/fr/service_public_federal_justice

Cliquer onglet « **Ordre judiciaire** »

Sur la page cliquer sous e-services « *Registre nationaux traducteurs/interprètes et experts judiciaires* »

Vous aurez accès à l'application e deposit pour vous enregistrer, des infos pratiques et une adresse de contact ainsi qu'une assistance téléphonique.

Contact

Service Registres nationaux

Contact pour les experts judiciaires :

NRGD-RNEJ@just.fgov.be (link sends e-mail)

Tel. +32(0)2 552 28 56

VAN RYMENANT & VINCENT

Avocats - Advocaten

MERCI POUR VOTRE ATTENTION

VAN RYMENANT  VINCENT

Avocats - Advocaten